

Semaine de la santé sexuelle

Date de publication : 03.06.2025

ÉDITION Martinique

Surveillance et prévention des infections à VIH et des IST bactériennes

Semaine de la santé sexuelle – Juin 2025

SOMMAIRE

Points clés	2
Edito	3
Retour sur l'enquête VIH Test (du 15 septembre 2023 au 15 mars 2024)	5
Du dispositif « VIH Test » à « Mon test IST »	7
VIH Test et Mon test IST en quelques chiffres	9
Retour sur la mise en place du dispositif « Mon test IST »	10
Estimations de l'incidence du VIH et d'autres indicateurs clés	11
Diagnostics de sida	13
Vaccination contre les infections à papillomavirus humains aux Antilles françaises et acceptabilité vaccinale.	15
HPV : une plateforme interactive pour améliorer l'information et aller vers un renforcement de l'adhésion à la vaccination en Martinique.	17
Actions de préventions locales organisées par les partenaires du COREVIH 971	19
Prévention	20
Campagne de la semaine nationale de la santé sexuelle	21
Pour en savoir plus	24

Points clés

2025 : Création des Comités de coordination régionale de la santé sexuelle (CoReSS) qui remplacent les COREVIH.

Depuis septembre 2024, le nouveau dispositif « Mon test IST », qui prolonge le dispositif « VIH Test », et permet désormais un dépistage élargi à d'autres infections sexuellement transmissibles (IST), en plus du VIH. Depuis sa mise en place, le nombre de dépistages du VIH et d'autres IST a doublé en Martinique.

L'incidence du VIH est stable en Martinique.

HPV : Retour d'expérience par rapport à la vaccination HPV qui reste insuffisante en Martinique.

Pages partenaires : actions à venir organisées par le COREVIH et ses partenaires.

Les différents supports de prévention réalisés par Santé publique France au niveau national.

Edito

Par Pr André Cabié, Président du COREVIH

La semaine de la santé sexuelle est l'occasion de faire un point sur les faits marquants dans le domaine de la santé sexuelle dans notre territoire.

L'année 2025 est marquée par l'aboutissement de la réforme des comités de coordination de la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) et le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) et leur évolution vers des comités de coordination de la santé sexuelle (CoReSS). Ce comité a pour objectif l'appui aux politiques régionales de santé sexuelle, définies dans une approche globale et positive, incluant notamment la prévention et la prise en charge des infections sexuellement transmissibles dont le virus de l'immunodéficience humaine, des violences sexuelles, des troubles de la sexualité et l'accès à la contraception ainsi que les parcours de santé correspondants. Il poursuit cet objectif sous l'autorité de l'agence régionale de santé territorialement compétente et en cohérence avec les objectifs fixés par les politiques publiques nationales en matière de santé sexuelle, notamment de promotion de la santé sexuelle, de réduction de l'incidence des infections sexuellement transmissibles, d'élimination de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine et d'accès à la contraception pour tous.

Le CoReSS a pour mission de :

1. Coordonner, sur son territoire, les acteurs œuvrant dans les domaines de la promotion, de la prévention, du dépistage et de la prise en charge de la santé sexuelle.
2. Contribuer à la qualité des actions de formation en santé sexuelle et de promotion de la santé sexuelle.
3. Veiller à la qualité et à l'harmonisation des pratiques des acteurs en charge des parcours en santé sexuelle.
4. Coordonner, sur son territoire, le recueil des données régionales utiles au pilotage et à l'évaluation des politiques territoriales en matière de santé sexuelle. Le comité s'assure de la qualité et de l'exhaustivité de ces données et participe à leur analyse.
5. Concourir, par son expertise et son animation, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques dans le domaine de la santé sexuelle.

Il accomplit ces missions en veillant particulièrement à la prise en compte des populations les plus vulnérables en santé sexuelle et à l'adaptation des actions aux besoins de son territoire afin de réduire les inégalités de santé.

En ce début de mois de juin 2025, le CoReSS de Martinique est en cours de constitution.

Depuis le mois de septembre 2024, l'offre de dépistage et de diagnostic des IST a été renforcé par le dispositif « Mon test IST ». Cette nouvelle offre permet aux personnes âgées de 18 ans et plus, de réaliser, sans ordonnance, des tests de dépistage du VIH, de l'hépatite B, de la syphilis et des infections à gonocoque et chlamydiae dans tous les laboratoires d'analyse médicale de Martinique. Le coût du test est pris en charge à 100% pour le VIH et pour les autres IST chez les personnes âgées de moins de 26 ans. Cet accès facilité au dépistage constitue une avancée significative pour le contrôle de ces infections dont la fréquence est particulièrement élevée en Martinique. Les premiers résultats obtenus grâce à ce dispositif sont présentés dans ce bulletin.

Les données de la dynamique de l'infection à VIH sur notre territoire ont été récemment actualisées. Le nombre de nouvelles infections est stable au cours de ces dernières années avec une estimation d'environ 60 nouvelles infections par an. Elles sont majoritairement observées chez des personnes nées en France. Le nombre de personnes vivant avec le VIH en Martinique sans connaître leur diagnostic (épidémie cachée) a été estimé à 171 (110-232) fin 2023. Les efforts doivent être poursuivis pour dépister et prendre en soin ces personnes afin d'atteindre les objectifs d'une Martinique sans sida. Les enjeux de la réduction de l'épidémie cachée sont individuels (éviter la morbidité et la mortalité associées au VIH) et collectifs (réduction du nombre de personnes susceptibles de transmettre le VIH).

Plusieurs articles de ce bulletin sont consacrés au papillomavirus et à la vaccination contre ces virus qui permet d'éviter de nombreux cas de cancers. La couverture vaccinale en Martinique est toujours insuffisante malgré les différentes campagnes et dispositifs mis en place. Les résultats des enquêtes présentés dans ce numéro permettent de mieux comprendre les freins à la vaccination qui restent importants en Martinique. Un outil d'information innovant sur le papillomavirus et la vaccination est aussi présenté. L'information, la communication et la pédagogie sur l'intérêt et l'innocuité de la vaccination contre les papillomavirus doivent être encore renforcés et devraient pouvoir être relayés par tous les professionnels de santé de notre territoire.

Enfin, la semaine de la santé sexuelle est une période de mobilisation des acteurs impliqués dans la santé sexuelle. Elles sont listées dans ce bulletin.

Retour sur l'enquête VIH Test (du 15 septembre 2023 au 15 mars 2024)

Par Marc Ruello et Céline Gentil-Sergent (Santé publique France Antilles)

Le dispositif VIH Test permettait à tous les assurés sociaux de réaliser sur simple demande un test du VIH dans les laboratoires de biologie médicale sans frais et sans ordonnance.

- Déployé en France depuis le 1er janvier 2022 sur instruction de la Direction générale de la Santé du 17 décembre 2021, il a été remplacé par « Mon test IST » en septembre 2024 ;
- Le pilotage du déploiement en région confié aux ARS, ainsi que la constitution de Copil régionaux pour en assurer le suivi.

Cette mesure VIH test fait suite aux résultats positifs de l'expérimentation « Au labo sans ordo (ALSO) » qui a été menée sur deux territoires (Paris et les Alpes-Maritimes) du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 avec environ 45 000 tests réalisés.

L'expérimentation ALSO avait montré que l'offre attire plus d'hommes que de femmes et particulièrement les jeunes de 18-24 ans et les personnes de 45-54 ans.

Dans le cadre de l'élargissement du dispositif aux autres IST pour les moins de 26 ans, prévu par la loi du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, une évaluation du dispositif VIH test a été menée dans 4 régions : Antilles, Occitanie, Normandie et Grand Est. En lien avec les partenaires locaux, la démarche visait à évaluer le déploiement du dispositif VIH Test dans ces 4 régions avec une méthodologie commune : 1) monitorer l'activité de dépistage du dispositif VIH Test, 2) décrire le profil des usagers du dispositif et 3) évaluer la perception et freins à la mise en place du dispositif.

Aux Antilles, l'enquête a été menée du 15 septembre 2023 au 15 mars 2024 sur 2 groupes d'usagers :

- Usagers se présentant au labo dans le cadre de VIH Test
- Usagers se présentant au labo avec une demande de sérologie VIH prescrite par un médecin

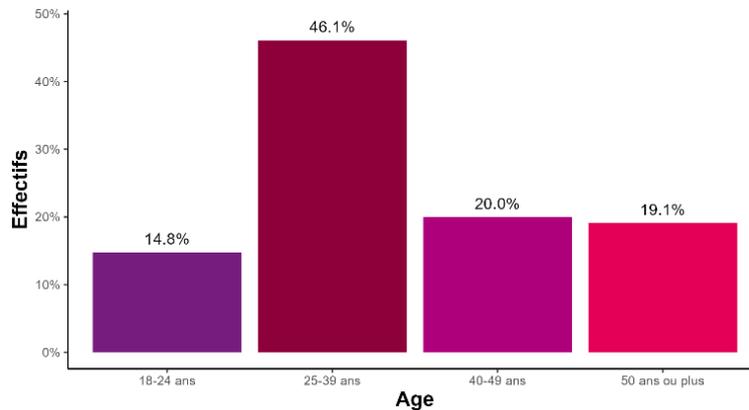
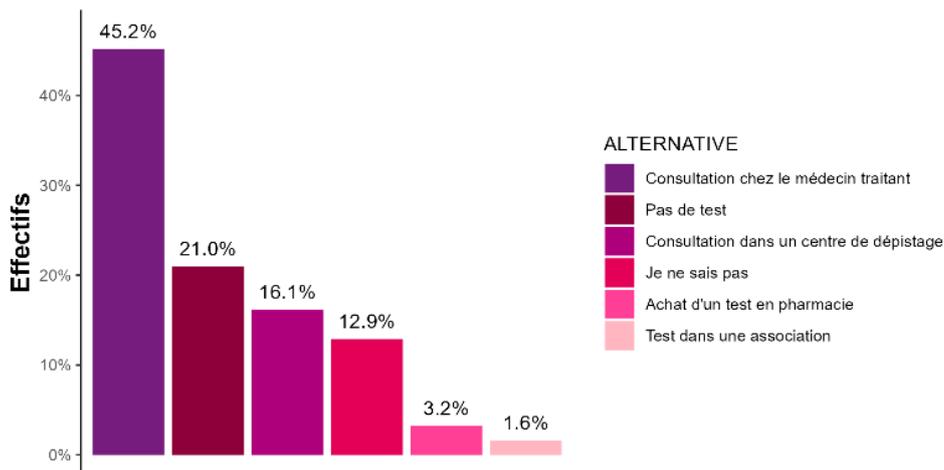
Quelques résultats pour les Antilles :

Pour la Guadeloupe et Martinique, il y a eu un faible effectif de répondants, c'est pourquoi l'analyse est principalement descriptive.

Parmi les 115 répondants en Martinique et 145 répondants de Guadeloupe, 72 % étaient des femmes ; 46 % des répondants venaient au laboratoire avec une ordonnance médicale et 54 % pour un dépistage gratuit et sans ordonnance avec le dispositif VIH Test.

La figure 1 présente la répartition des répondants selon l'âge, il s'agissait principalement de jeunes entre 25 et 39 ans.

La figure 2 présente les alternatives en l'absence du dispositif VIH Test et montre que près de 50 % des répondants se tourneraient vers leur médecin traitant. Néanmoins, 20 % des répondants affirment qu'ils ne réaliseraient pas de test quand 16 % iraient consulter dans un centre de dépistage.

Figure 1. Répartition des répondants selon l'âge, Guadeloupe et Martinique, Enquête VIH Test**Figure 2. Alternatives en l'absence du dispositif VIH Test, Guadeloupe et Martinique, Enquête VIH Test**

En Guadeloupe et Martinique, les répondants dépistés via le dispositif VIH Test étaient principalement des femmes suivi d'hommes hétérosexuels ; ayant majoritairement entre 1 et 5 partenaires sexuels dans les 12 derniers mois et des antécédents de dépistage du VIH. Les répondants dépistés via le dispositif VIH Test résidaient pour la grande majorité en Guadeloupe, Martinique ou France hexagonale, avec pour lieu de naissance un Département d'Outre-Mer.

Pour conclure sur l'enquête VIH Test, les résultats sont très hétérogènes en fonction des régions de dépistage, ce qui est principalement dû au déploiement et à la promotion du dispositif VIH Test et/ou de l'enquête. Il est à noter le rôle prépondérant des laboratoires dans les deux cas. Ces résultats pourraient suggérer qu'une population non habituellement dépistée via la prescription (personnes de 50 ans ou plus, moins d'antécédent de dépistage du VIH) a pu être recrutée via ce dispositif.

Article complet sur l'ensemble de l'enquête disponible ici : Brunet S, Erouart S, Chappert JL, Guinard A, Gentil-Sergent C, Fiet C, et al. Étude du profil des bénéficiaires du dispositif VIHTest, dépistage sans frais et sans ordonnance du VIH, dans cinq régions françaises. Bull Épidémiol Hebd. 2024;(23-24): 532-42. https://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2024/23-24/2024_23-24_4.html

Le bulletin complet « Infection à VIH : la prévention, le dépistage et la prise en charge toujours d'actualité » du 26 novembre 2024 est disponible ici : https://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2024/23-24/2024_23-24_0.html

Du dispositif « VIH Test » à « Mon test IST »

Du 1er janvier 2022 au 30 août 2024, le dispositif « **VIH Test** », aussi connu sous le nom "Au labo sans ordo", a permis d'effectuer un dépistage du VIH dans tous les laboratoires d'analyses biologiques situés en France.

Qui est concerné ?

Le dispositif a concerné tous les assurés sociaux et leurs ayants droit, les bénéficiaires de l'Aide médicale d'Etat (AME), les mineurs assurés sociaux accompagnés par un parent ou tuteur.

Est-ce payant ?

Le dépistage du VIH pris en charge à 100% par l'Assurance maladie (sans avance de frais), sans ordonnance et sans rendez-vous dans tous les laboratoires de biologie médicale de France.

Les personnes ne pouvant pas bénéficier de VIHTEST sont :

- Les personnes sans assurance maladie,
- Les personnes voulant garder l'anonymat,
- Les mineurs non accompagnés par un parent ou tuteur,
- Les étrangers, même avec une Carte Européenne d'Assurance Maladie.

Le dispositif "Mon test IST" est un programme de dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) disponible en France **depuis le 1er septembre 2024**. Il permet à toute personne de se faire dépister pour le VIH et quatre autres IST (chlamydia, syphilis, gonorrhée et hépatite B) sans ordonnance et sans rendez-vous dans tous les laboratoires de biologie médicale.

Qui est concerné ?

Le dispositif est accessible à tous les assurés sociaux et leurs ayants droit, ainsi qu'aux bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME).

Est-ce payant ?

Pour les moins de 26 ans : le dépistage est entièrement gratuit, pris en charge à 100% par l'Assurance Maladie sans avance de frais.

Pour les 26 ans et plus : le dépistage du VIH est pris en charge à 100% par l'Assurance Maladie. Pour les quatre autres IST, la prise en charge est de 60%, le reste étant couvert par les complémentaires santé ou à la charge de l'utilisateur.

Quelles pathologies sont dépistées ?

Le dispositif permet de dépister cinq infections : le VIH, la chlamydia, la syphilis, la gonorrhée et l'hépatite B.



**Depuis le
1^{er} septembre,
il est possible de
demander
en laboratoire
le dépistage de 5 IST :**
*Gonorrhée, Syphilis,
Chlamydiae, Hépatite
B et VIH.*



**SANS
ORDONNANCE
ET SANS
RENDEZ-VOUS**

**DÉPISTAGE
GRATUIT***

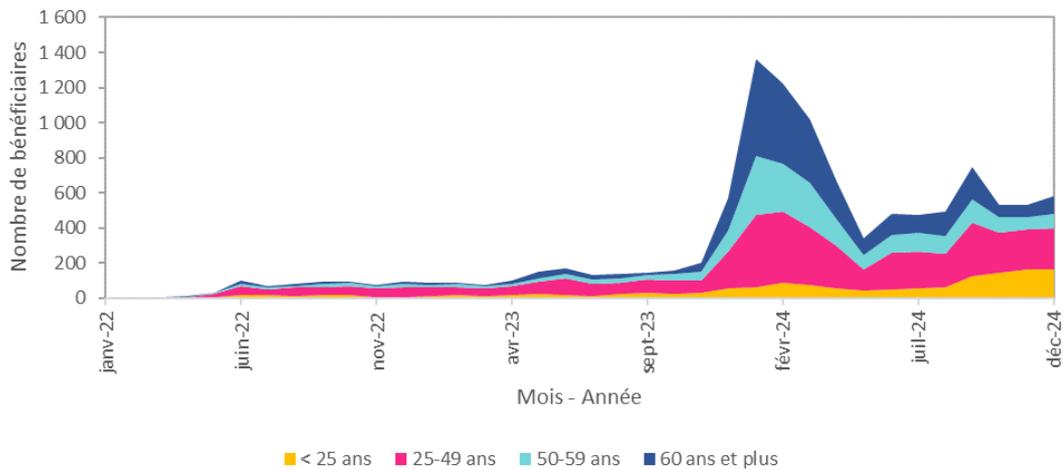
*Hors dépistage du VIH. Pour les moins de 26 ans, prise en charge à 100% par l'Assurance Maladie. Au-delà de 26 ans, prise en charge par l'Assurance Maladie et la mutuelle selon les taux de prise en charge habituels.

VIH Test et Mon test IST en quelques chiffres

L'analyse du nombre de bénéficiaires d'au moins un dépistage du VIH sans ordo (VIH Test / Mon test IST) réalisés sur la période 2022 – 2024 à partir des données de la caisse d'assurance maladie (CNAM) permet de suivre l'évolution du dépistage du VIH en Martinique.

Hormis le pic observé en février 2024 correspondant à la mise en place de l'enquête VIH Test présentée auparavant dans ce bulletin, une progression du nombre de bénéficiaires utilisant le dispositif est observée notamment dans la population des moins de 50 ans (Figure 3).

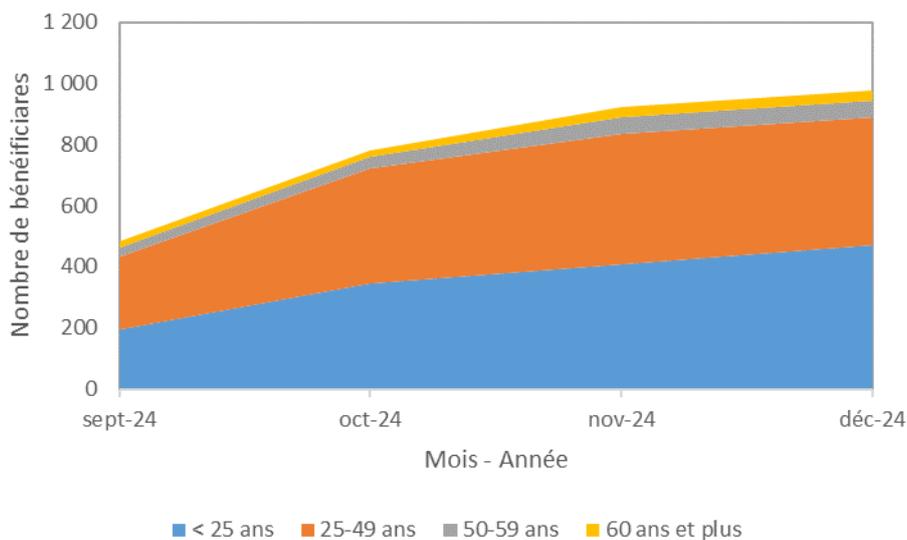
Figure 3 : Nombre de bénéficiaires d'au moins un dépistage du VIH sans ordo (VIH Test / Mon test IST) réalisés dans le mois, Martinique, 2022-2024



Source : Système national des données de santé (SNDS), extraction CNAM, avril 2025. Traitement : Santé publique France.

En ce qui concerne les autres IST (chlamydia, syphilis, gonorrhée et hépatite B) suivies depuis septembre 2024 dans le dispositif « Mon test IST », il est constaté une montée en charge du dispositif dès le mois de septembre 2024 en particulier chez les bénéficiaires de moins de 50 ans (Figure 4). Entre septembre 2024 et décembre 2024, le nombre de personnes dépistées sur les nouvelles IST dans le dispositif a doublé.

Figure 4 : Nombre de bénéficiaires d'au moins un dépistage d'une autre IST (chlamydia, syphilis, gonorrhée, hépatite B) dans le dispositif « Mon test IST », Martinique, 09/2024 – 12/2024



Source : Système national des données de santé (SNDS), extraction CNAM, avril 2025. Traitement : Santé publique France

Retour sur la mise en place du dispositif « Mon test IST »

Par Dr Marielle Bajal, laboratoire Cerballiance

Que pensez-vous de ce dispositif ?

Excellent dispositif qui répond à une demande qui existait déjà, certains patients demandaient spontanément au laboratoire à réaliser le dépistage d'IST hors nous n'avions auparavant pas de solution clé en main à proposer. De plus, le patient devrait payer l'ensemble des analyses réalisées en l'absence d'ordonnance. Aujourd'hui ce dispositif permet au laboratoire de proposer de manière standardisée le dépistage des IST et sans frais pour le patient.

Le dispositif « mon test IST » est disponible dans tous les laboratoires d'analyses de biologie médicale de Martinique (Cerballiance et Bio Santé), y compris les laboratoires des établissements de santé.

Avez-vous dépistez beaucoup de monde depuis la mise en place du dispositif qui fait suite à VIH test ?

Entre le 1er septembre 2024 et le 30 avril 2025, 1817 tests ISTSO ont été réalisés à Cerballiance Martinique, dont 57 % d'hommes et 43 % de femmes.

C'est une suite du dispositif « VIH test », constatez-vous une adhésion de certaines populations ?

Les patients adhèrent assez facilement au dispositif et comprennent l'enjeu de dépistage des IST de façon globale, en plus du VIH. Le dépistage des autres IST était d'ailleurs parfois demandé par les patients qui réalisaient le dépistage du VIH. Le dispositif "Mon Test IST" permet de répondre plus largement et plus précisément à la question des infections sexuellement transmissibles.

Est-ce que ce dispositif fonctionne dans vos laboratoires ?

Le dispositif a été lancé dans les laboratoires en septembre 2024, et fonctionne désormais en routine. Il a fallu former les équipes à aborder le sujet de la santé sexuelle avec les patients au laboratoire, ce qui était une nouveauté. Cela se passe globalement bien.

Quelles sont les axes d'amélioration possibles selon vous ?

Parmi les axes d'amélioration possibles, nous avons évoqué la simplification du questionnaire associé au test, qui peut paraître un peu long. Par ailleurs, l'ajout de la recherche de *Trichomonas vaginalis* dans le panel dépisté serait selon moi une bonne chose. Ce parasite, sexuellement transmissible fait partie de la recherche des IST lorsque celle-ci est prescrite sur ordonnance mais n'est pas comprise dans le dispositif "Mon test IST".

Faut-il améliorer la communication, la promotion, la connaissance du dispositif ?

Il faut absolument renforcer la communication du grand public sur l'accès à ce dispositif. En effet, l'information est disponible au laboratoire sous forme d'affiches pour informer la patientèle, mais ce n'est pas suffisant. L'objectif étant d'amener le plus de personnes possible à utiliser ce dispositif, notamment les patients jeunes (<26 ans) et adultes en bonne santé qui ne seraient pas venus au laboratoire autrement.

Estimations de l'incidence du VIH et d'autres indicateurs clés

Méthode

Les méthodes d'estimation sont décrites dans [l'annexe 2 du Bulletin national](#).

Cette année, l'estimation de l'incidence du VIH, dont la dernière remontait à 2018, a pu être actualisée, en isolant les contaminations survenues en France, et en déclinant cette estimation par année, par région et par population.

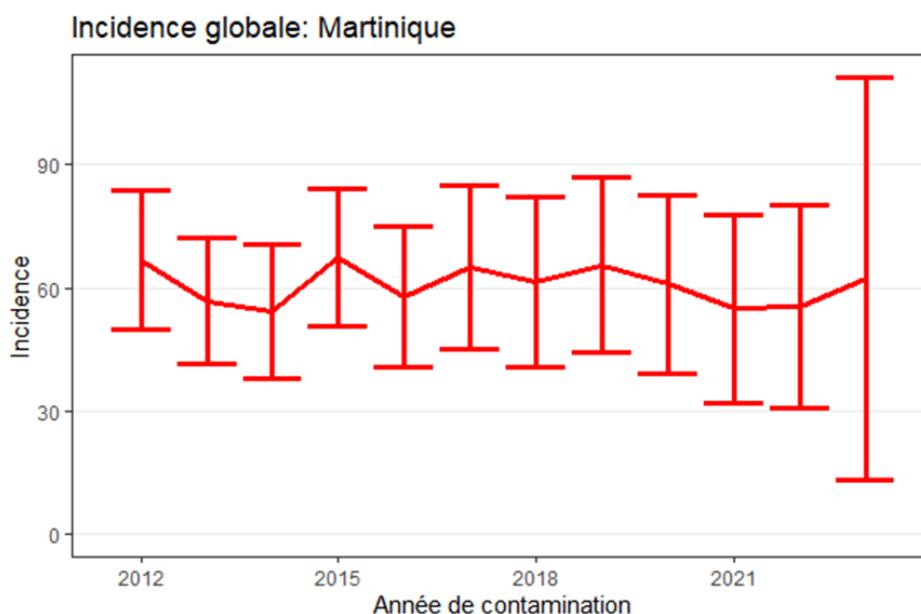
Afin d'estimer l'incidence en France, il a d'abord été nécessaire d'estimer la part des personnes nées à l'étranger qui ont été contaminées en France. Ainsi, parmi les personnes nées à l'étranger ayant découvert leur séropositivité en Martinique en 2023, on estime que 63 % (Intervalle de Confiance à 95 % - IC_{95%} : 32 %-86 %) d'entre elles ont été contaminées sur le territoire français. Les mouvements des personnes entre les différentes régions en France n'ont pas été pris en compte.

En excluant les personnes contaminées avant leur arrivée sur le territoire, l'incidence du VIH (nombre de personnes nouvellement contaminées en Martinique) a été estimée à 62 (IC_{95%} : 13-111) en 2023 (figure 5). L'incidence en Martinique est stable depuis 2012 et ce quel que soit le mode de contamination (figure 6).

Le nombre de personnes vivant avec le VIH en Martinique sans connaître leur séropositivité a été estimé à 171 (110-232) fin 2023.

En Martinique, le délai médian (quantiles 25 % et 75 %) entre la contamination et le diagnostic était de 2,2 ans (0,7-5,3) pour toutes les personnes diagnostiquées en 2023, sans considération du lieu de contamination. Parmi les personnes migrantes méconnaissant leur séropositivité à l'arrivée en France, le délai médian (quantiles 25 % et 75 %) entre l'arrivée et le diagnostic était de 0,8 an (0,2-2).

Figure 5. Estimation du nombre total de contaminations par le VIH, Martinique, 2012-2023

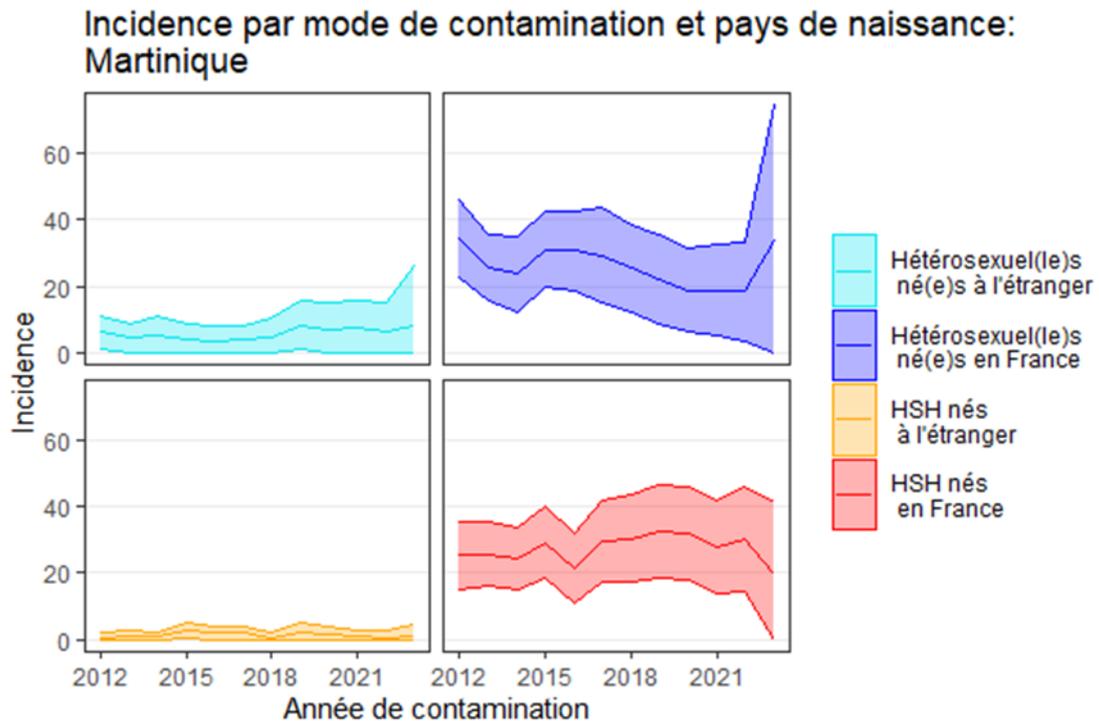


Point de vigilance : l'estimation de l'incidence en 2023 est à considérer avec précaution dans la mesure où une grande partie des cas contaminés en 2023 seront diagnostiqués les années suivantes.

Note : L'intervalle de confiance à 95 % est représenté sur les courbes.

Source : DO VIH, extraction e-DO le 30/06/2024, données brutes, Santé publique France.

Figure 6. Estimation du nombre de contaminations par le VIH selon le mode de contamination et la région de naissance, Martinique, 2012-2023



Note : L'intervalle de confiance à 95 % est représenté sur les courbes.

Source : DO VIH, extraction e-DO le 30/06/2024, données brutes, Santé publique France.

Sur les 54 déclarations obligatoires reçues par Santé publique France concernant le territoire de la Martinique, le tableau de répartition des pays de naissance (tableau 1) permet de constater que près de 80 % des nouvelles déclarations de cas de VIH ont été déclarés chez des individus nés en France. Les 20 % restants sont en provenance de Haïti, de la République Dominicaine, de Sainte-Lucie ou de la Dominique.

Tableau 1. Pays de naissance des cas découvrant leur séropositivité, domiciliés en Martinique ? (ou déclarés en Martinique si pas de domicile renseigné).

Pays de naissance	Pourcentage
France	78.9 %
République dominicaine, Sainte Lucie, Dominique	9.6 %
Haïti	11.5 %

Source : DO VIH, extraction e-DO le 30/06/2024, données brutes, Santé publique France

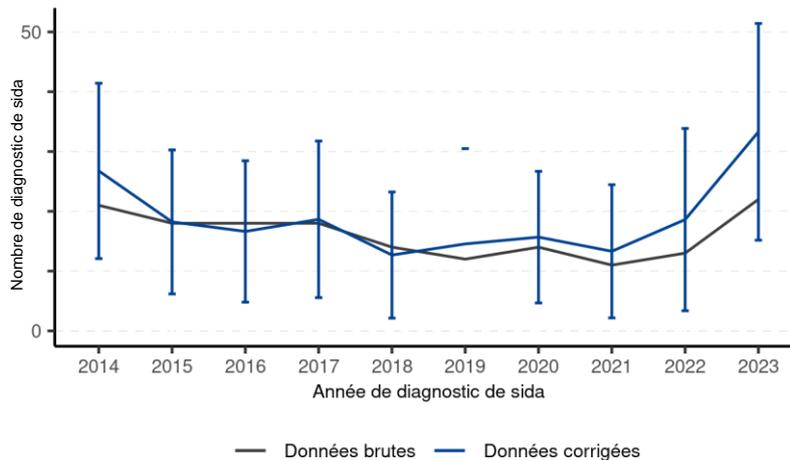
Diagnostiques de sida

Méthode

Le fonctionnement de la déclaration obligatoire (DO) sida est décrit dans [l'annexe 1 du Bulletin national](#).

Le nombre de diagnostics de sida en Martinique, corrigé pour la sous-déclaration et les délais de déclaration, était estimé à 33 (IC_{95%} : [15-51]) par million d'habitants en 2023. En Martinique, le nombre de diagnostics de sida par million d'habitants est stable de 2014 à 2023 compte-tenu des intervalles de confiance larges et des effectifs faibles de diagnostics de sida (figure 7).

Figure 7 : Nombre de diagnostics de sida, Martinique, 2014-2023



Source : DO sida, extraction e-DO le 30/06/2024, données corrigées pour la sous-déclaration, les données manquantes et les délais de déclaration, Santé publique France.

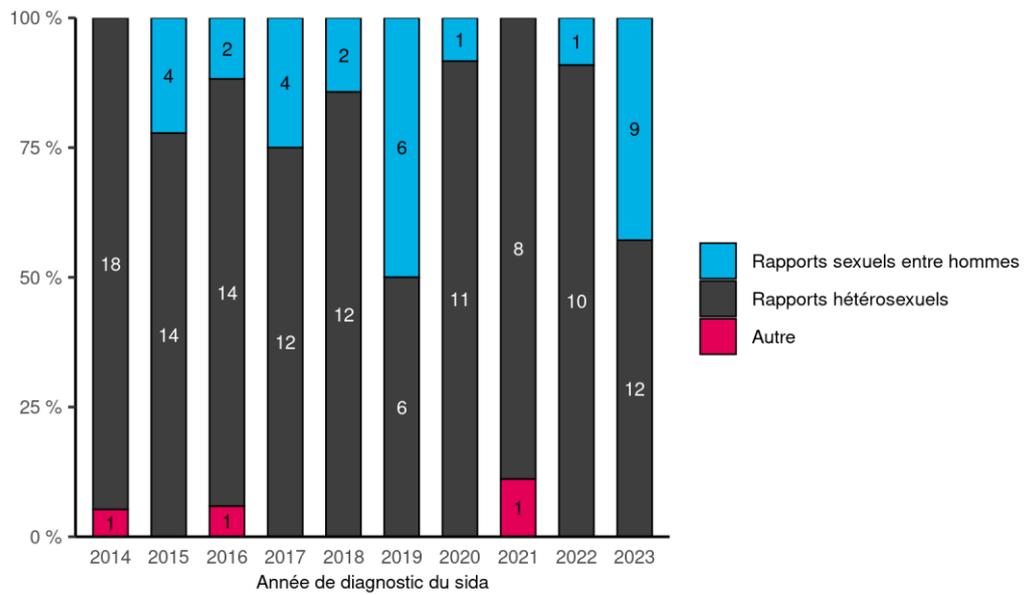
En 2023, les cas de sida sont très majoritairement représentés chez les hommes. Ils concernaient une population plutôt jeune avec 63,6 % chez les 25-49 ans. La part de cas nés en France et à Haïti représente la très grande majorité des cas (90,9%). La répartition est stable par rapport à la période 2018-2022 pour les personnes nées en France (77,3 % vs 73,8 %) et en baisse pour ceux nés à Haïti (13,6 % vs 26,2 %).

En 2023, le mode de contamination le plus fréquent en Martinique chez les cas de sida était le rapport hétérosexuel avec 57,1% suivi des hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes (42,9 %) (figure 8).

Parmi les cas de sida déclarés en 2023, 54,5 % connaissaient leur séropositivité et 36,4 % des cas avaient bénéficié d'un traitement antirétroviral au moins 3 mois avant le diagnostic de sida.

Enfin, les pathologies inaugurales les plus fréquentes étaient la pneumocystose, la toxoplasmose cérébrale et la candidose œsophagienne.

Figure 8 : Répartition (effectifs et pourcentages) des diagnostics de sida selon le mode de contamination, Martinique, 2018-2023



* deux dernières années en cours de consolidation.

Source : DO sida, extraction e-DO le 30/06/2024, données brutes, Santé publique France.

Vaccination contre les infections à papillomavirus humains aux Antilles françaises et acceptabilité vaccinale.

Par Dr Frédérique Dorléans (Santé publique France Antilles)

Contexte de la vaccination contre les infections à papillomavirus dans le monde, en France et aux Antilles françaises

Le cancer du col de l'utérus représente la quatrième forme de cancer la plus répandue chez les femmes dans le monde : la maladie a coûté la vie à plus de 348 000 d'entre elles en 2022. En plus de ces cancers féminins principalement causés par des infections aux papillomavirus humains (HPV), des cancers HPV-induits surviennent également chez les hommes (1). Il existe pourtant des vaccins (bivalent, quadrivalent, et nonavalent) efficaces, bien tolérés et recommandés depuis 2007 en France, pour la prévention des infections sexuellement transmissibles et la réduction de l'incidence des cancers cervico-utérins (2,3). Cette vaccination y est recommandée chez les jeunes âgés entre 11 et 14 ans (filles et garçons) avec un schéma à 2 doses à cinq mois d'intervalle avec un rattrapage possible jusqu'à 19 ans (schéma à 3 doses).

Outre la stratégie décennale du plan cancer 2021-2030 qui prévoit d'atteindre une couverture vaccinale HPV à hauteur de 80 % à l'horizon 2030, la vaccination est l'un des piliers de l'initiative mondiale d'élimination du cancer du col de l'utérus adoptée par l'Organisation Mondiale de la Santé en 2018 (4,5). En France entière, les couvertures vaccinales bien qu'en progression au cours des dernières années, restent suboptimales et parmi les plus faibles des pays européens. Elles étaient, en 2024, de 58,4% (filles, 15 ans) et de 36,9 % (garçons, 15 ans) pour la première dose. Cette situation est encore plus défavorable dans les DROMs et aux Antilles en particulier, pour la même année, 34,4% des filles et 13,2 % des garçons âgés de 15 ans (nés en 2009) avaient initié leur schéma vaccinal en Guadeloupe alors qu'ils étaient respectivement pour les filles et les garçons du même âge de 25,1 % et de 11,3 % en Martinique (6).

Stratégie de vaccination en milieu scolaire : une première édition (2023-2024) ayant permis d'accroître les couvertures vaccinales dans les populations cibles (cohorte 2011)

Depuis cette initiative mondiale adoptée en 2018, les pays n'ayant pas introduit la vaccination HPV ont accéléré son intégration aux programmes nationaux de vaccination et ceux l'ayant déjà introduit ont mis en œuvre de nouvelles stratégies vaccinales. En France, le président de la République a misé sur une politique volontariste en instaurant une stratégie de vaccination en milieu scolaire (février 2023), s'appuyant sur le succès de cette stratégie adoptée par de nombreux pays. Ainsi, dès la rentrée 2023-2024, de nouveaux dispositifs de vaccination ont été proposés aux élèves des classes de 5e des collèges. Selon les résultats d'une enquête nationale d'évaluation de la campagne vaccinale (Vaccicol), les couvertures vaccinales ont connu un gain de 22 points entre le début (30/09/2023) et la fin de la campagne (30/06/2024) chez les jeunes nés en 2011, en France entière. Plus spécifiquement, aux Antilles françaises, les couvertures vaccinales ont significativement augmenté pour la même période. En Guadeloupe, ce gain a été estimé à 10 points chez les garçons et à 15 points chez les filles et en Martinique, il a été estimé respectivement à 14 points (garçons) et 15 points (filles) (7).

Les leviers et les freins de l'acceptabilité vaccinale : enseignements pour la seconde édition de la campagne vaccinale (2024-2025) aux Antilles françaises

Les réticences des parents à vacciner leurs enfants contre le HPV ont longtemps prévalu aux Antilles françaises. Plusieurs études ont été mises en œuvre entre décembre 2020 et mars 2024 pour identifier les déterminants de l'acceptabilité de la vaccination et tirer les enseignements de la campagne de vaccination en milieu scolaire.

Une enquête sociologique (décembre 2020 et mars 2021) menée en Martinique sur les freins et les leviers à la vaccination HPV avait identifié les déterminants suivants : méconnaissance des infections et de la vaccination HPV, crainte des effets secondaires supposés ou réels, inconfort des parents à échanger avec les jeunes sur un sujet touchant à la sexualité, incompréhension de l'âge cible de la recommandation vaccinale, jugée trop précoce et importance du conseil du médecin traitant dans la vaccination (8). En juin 2023, deux études quantitatives conduites au sein des collèges de Guadeloupe ont rapporté l'effet positif du conformisme (suivisme) social dans l'acceptabilité vaccinale et l'effet favorable de l'argument visant à prévenir les cancers. Par ailleurs, ces études ont montré que le médecin traitant jouait un rôle prépondérant dans la décision vaccinale, déterminant majeur de l'acceptabilité vaccinale, également identifié dans l'enquête sociologique et dans les résultats de l'enquête nationale d'évaluation « Vaccicol ». Enfin, elles révèlent des disparités de connaissance de la vaccination HPV en faveur des parents les plus éduqués, une exacerbation des disparités de couvertures vaccinales entre filles et garçons après vaccination par le médecin traitant et sensibilité des parents quant à l'âge recommandé de la vaccination décourageant l'adhésion vaccinale (9).

Les résultats de l'étude national Vaccicol témoignent de l'effet d'accélération de la stratégie de vaccination en milieu scolaire sur la progression des couvertures vaccinales par un effet de synergie entre la médecine scolaire et la médecine de ville, mettant en exergue l'effet d'entraînement de la campagne scolaire sur la vaccination en général. Ces résultats démontrent l'importance de rapprocher la vaccination HPV des cibles et d'en faire la promotion à une large échelle et ce au plus près des bénéficiaires (10).

Conclusion

Valoriser la vaccination HPV sur le plan social permettrait d'amplifier les logiques de suivisme, d'amplifier la synergie entre médecine scolaire et médecine de ville à la condition que les professionnels de santé, acteurs de confiance dont la légitimité est reconnue, soient pleinement formés aux données actualisées sur la vaccination HPV démontrant une bonne tolérance du vaccin en plus d'une grande efficacité vaccinale en vie réelle. Promouvoir la vaccination HPV auprès du grand public en soulignant la dimension liée à la prévention des cancers tout en expliquant le bien-fondé de l'âge de la recommandation vaccinale sont des facteurs favorables à l'acceptabilité vaccinale de la vaccination HPV aux Antilles françaises.

1. de Martel C, Georges D, Bray F, Ferlay J, Clifford GM. Global burden of cancer attributable to infections in 2018: a worldwide incidence analysis. *Lancet Glob Health*. 2020 Feb;8(2):e180-e190. doi: 10.1016/S2214-109X(19)30488-7. Epub 2019 Dec 17. PMID: 31862245.

2. Wu S, Ploner A, Astorga Alsina AM, Deng Y, Ask Schollin L, Lei J. Effectiveness of quadrivalent human papillomavirus vaccination against high-grade cervical lesions by age and doses: a population-based cohort study. *Lancet Reg Health Eur*. 2025 Jan 5;49:101178. doi: 10.1016/j.lanpe.2024.101178. PMID: 39989876; PMCID: PMC11846428

3. https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/calendrier_des_vaccinations_-2025.pdf

4. <https://www.cancer.fr/l-institut-national-du-cancer/la-strategie-de-lutte-contre-les-cancers-en-france/strategie-decennale-de-lutte-contre-les-cancers-2021-2030>

5. Stratégie mondiale en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus en tant que problème de santé publique [Global strategy to accelerate the elimination of cervical cancer as a public health problem]. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2022. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

6. <https://www.santepubliquefrance.fr/regions/antilles/documents/bulletin-regional/2025/vaccination-aux-antilles.-bilan-de-la-couverture-vaccinale-en-2024>

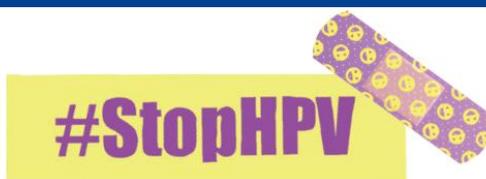
7. Bilan de la campagne de vaccination contre les infections à papillomavirus humain (HPV) menée au collège dans les classes de 5e au cours de l'année scolaire 2023-2024 en France. Le point sur. Janvier 2025. Saint-Maurice : Santé publique France, 6 p.

8. Kantar (2021). Volet qualitatif de l'étude des déterminants de l'acceptabilité de la vaccination à HPV aux Antilles.

9. Frédérique Dorléans. Acceptabilité de la vaccination contre les infections à papillomavirus humains aux Antilles françaises. Préférences individuelles et déterminants socio-éducatifs et comportementaux. Santé publique et épidémiologie. Sorbonne Université, 2024. Français. (NNT : 2024SORUS620).

10. O. Nassany, D. Lévy-Bruhl, S. Randriamampianina. Enquête Vaccicol - Evaluation de la perception et des pratiques des parents concernant la vaccination HPV au collège, Médecine et Maladies Infectieuses Formation, Volume 4, Issue 2, Supplément, 2025, Pages S131-S132, ISSN 2772-7432. <https://doi.org/10.1016/j.mmifmc.2025.04.275>.

HPV : une plateforme interactive pour améliorer l'information et aller vers un renforcement de l'adhésion à la vaccination en Martinique.



Accessible depuis preventioncancers.fr

Par Oriane Rancelli (Ligue contre le cancer Comité Martinique)

En Martinique, la couverture vaccinale contre les infections à papillomavirus humains (HPV) reste très insuffisante, freinée par une méconnaissance des risques, des idées reçues persistantes et un accès encore limité à une information claire, adaptée et véritablement engageante.

À cela s'ajoute une défiance envers les politiques vaccinales, renforcée par des contextes historiques et sociaux spécifiques, qui compliquent l'adhésion aux messages de santé publique.

Face à ces constats, la Ligue contre le cancer met en place une plateforme numérique innovante, conçue pour améliorer la compréhension des HPV et favoriser l'adhésion à la vaccination. Son ambition : rendre l'information plus disponible, plus accessible, plus compréhensible, pour mieux protéger. Accessible sur smartphone, tablette ou ordinateur, cette plateforme s'adresse à trois publics clés : les jeunes (11-14 ans, 15-19 ans), les parents, et les adultes concernés par le rattrapage vaccinal. Son approche inclusive et non genrée déconstruit l'idée selon laquelle les HPV ne concerneraient que les filles, en soulignant les enjeux pour chacun.

Le parcours utilisateur prend la forme d'un jeu virtuel et immersif, où l'on avance par niveaux, chacun correspondant à un thème : information, transmission, risques, protection, vaccination. L'univers graphique est « gamifié » pour augmenter la jouabilité et renforcer la motivation à aller au bout de l'expérience. Le narrateur – un virus espiègle pour les jeunes, un couple de parents pour les adultes – adopte un ton et un vocabulaire adaptés à chaque cible. Les messages sont courts, percutants, validés scientifiquement, et permettent de répondre aux idées reçues. Des fonctionnalités interactives permettent de partager son score sur les réseaux sociaux, de lancer des défis à ses proches. En invitant les enfants à affronter leurs parents dans un esprit de jeu, la plateforme crée un espace de discussion autour des HPV au sein des familles.

En renforçant la connaissance et le dialogue autour des HPV et de la vaccination, cette plateforme s'intègre pleinement dans la stratégie de prévention des cancers en Martinique. Des projets d'action menés par la Ligue contre le cancer Comité Martinique, à destination des jeunes et de leurs parents sont rendus possibles sur le territoire, grâce aux financements dédiés de l'ARS.

A vous de jouer ! + QR code accès plateforme et quelques illustrations dans la page suivante :





Actions de préventions locales organisées par les partenaires du COREVIH 971

<p><i>Nom de la structure</i> : CHU de Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Ateliers d'information et de prévention IST à destination des professionnels de santé exerçant au CHUM</p> <p><i>Date de l'action</i> : Mardi 03 et Vendredi 06/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : Améliorer les connaissances sur les IST et inciter au dépistage en CeGIDD</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé, Université des Antilles Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Stand info/prévention sur les thèmes liés à la santé sexuelle en lien avec une Sage-Femme</p> <p><i>Date de l'action</i> : Mardi 03/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : Présentation du dispositif de dépistage Campus et rappel des lieux de mise à disposition des préservatifs et des Red box</p>
<p><i>Nom de la structure</i> : URPS des biologistes de la Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Campagne de communication média « Mon test IST »</p> <p><i>Date de l'action</i> : du 26/05 au 08/06</p> <p><i>Descriptifs</i> : Réalisation par une agence de communication sur le budget de l'URPS des biologistes des spots radiophoniques pour diffusion sur une ou plusieurs radios de Martinique</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Collège AMEP Redoute Fort-de-France</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle</p> <p><i>Date de l'action</i> : 02/06</p> <p><i>Descriptifs</i> : Discussions et jeux avec supports Power Point et vidéo qui vise à aider les individus à mieux comprendre leur corps et la sexualité dans toutes ses dimensions, y compris le plaisir, l'amour et la reproduction.</p>
<p><i>Nom de la structure</i> : Association d'Aide à la Réinsertion des Personnes Handicapées suite à des Accidents, AARPHA</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Atelier de sensibilisation, prévention à la sexualité</p> <p><i>Date de l'action</i> : 02/06</p> <p><i>Descriptifs</i> : Cette action, via des projections, des discussions et des jeux vise à renforcer la connaissance du corps et l'hygiène, à développer les compétences psychosociales, et à favoriser des relations respectueuses pour prévenir les violences.</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Centre de santé sexuelle de Fort-de-France, Collectivité Territoriale de la Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : "Jouer c'est aussi aimer"</p> <p><i>Date de l'action</i> : 04/06</p> <p><i>Descriptifs</i> : Approfondir les connaissances du public de manière ludique sur la contraception, les grossesses non voulues et les notions du consentement.</p>
<p><i>Nom de la structure</i> : Union Régionale des médecins libéraux de Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Newsletter Semaine de santé sexuelle, Mon Test IST</p> <p><i>Date de l'action</i> : juin 2025</p> <p><i>Descriptifs</i> : Création et diffusion aux médecins libéraux, d'une Newsletter dédiée à la semaine de santé sexuelle et au dispositif Mon Test IST.</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Promotion Santé Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : diffusion de supports d'informations</p> <p><i>Date de l'action</i> : juin 2025</p> <p><i>Descriptifs</i> : Diffusion aux demandeurs, d'outils et supports d'informations sur toutes les thématiques du champ de la santé sexuelle</p>

<p><i>Nom de la structure</i> : Action Sida Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Forum D'Clic Jeunes</p> <p><i>Date de l'action</i> : 03/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : Mise en place d'un stand de sensibilisation sur les risques sexuels, à travers des animations interactives.</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Action Sida Martinique, AIDES</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : Prévention et dépistage sur le territoire du Gros-Morne</p> <p><i>Date de l'action</i> : 06/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : La Ville du Gros-Morne souhaite mettre en place une action de prévention et de dépistage, en collaboration avec l'association AIDES</p>
<p><i>Nom de la structure</i> : Action Sida Martinique</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : « Sexo'thé : désir et plaisir »</p> <p><i>Date de l'action</i> : 07/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : 1ère édition du « Sexo'thé », autour des thématiques désir et plaisir. Il s'agit d'une rencontre animée par une sexologue, afin de discuter sexualité et déconstruire les idées reçues, sans tabou et avec bienveillance.</p>	<p><i>Nom de la structure</i> : Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM)</p> <p><i>Intitulé de l'action</i> : « Sexualité, Douleur, Endométriose : Briser le silence à la CTM »</p> <p><i>Date de l'action</i> : du 02 au 06/06/25</p> <p><i>Descriptifs</i> : Sensibiliser les agents de la CTM aux liens entre santé sexuelle, douleur chronique et endométriose.</p>

Prévention

Données de vente de préservatifs

En Martinique, 337 915 préservatifs masculins ont été vendus en grande distribution et en pharmacie (hors parapharmacie) en 2023 (source : Santé publique France). Ce chiffre est en légère diminution par rapport à 2022 (350 483).

Par ailleurs, des préservatifs ont été mis à disposition gratuitement par Santé publique France, l'agence régionale de santé (ARS) Martinique et le COREVIH.

Données de suivi de l'utilisation de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) au VIH

Depuis 2017, Epi-Phare publie le [rapport annuel](#) sur l'utilisation de la PrEP avec le détail des données régionales et départementales par semestre.

Campagne de la semaine nationale de la santé sexuelle

A l'occasion de la semaine nationale de la santé sexuelle 2025, qui se tiendra du 2 au 8 juin 2025, Santé publique France met à disposition des professionnels de santé et des associations plusieurs outils de prévention et rappelle l'importance de s'informer et de dialoguer pour limiter les situations pouvant dégrader sa santé sexuelle.

Du 19 mai au 17 juin, Santé publique France rediffuse une campagne de prévention, autour de quatre thèmes principaux :

- les grossesses non désirées,
- les infections sexuellement transmissibles (IST),
- les violences sexuelles,
- les dysfonctions sexuelle.

Le but est notamment de faire connaître le site internet QuestionSexualite.fr, le site référence sur la santé sexuelle :

- Il met à la disposition de la population des informations fiables grâce à des outils (affiches, brochures, flyers) et des contenus pédagogiques validés par des experts.
- Il répond à toutes les questions sur la contraception, les IST, les discriminations liées à la sexualité, ou encore les maladies et troubles de la sphère sexuelle.
- Il permet de prendre des décisions éclairées et responsables quant à sa santé sexuelle

Cette campagne s'adresse à la population générale, mais également aux populations clés de la lutte contre le VIH, à savoir les personnes originaires d'Afrique subsaharienne et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, ainsi qu'aux professionnels de santé.

Elle est diffusée en télévision, affichage, digital et prévoit des outils pour les acteurs de terrain.

Spots :



Affiches :





Nos ressources sur la santé sexuelle

Retrouvez **les vidéos** « Tout le monde se pose des questions » sur le site [Question Sexualité](https://www.questionsexualite.fr)

Retrouvez **les affiches et tous nos documents** sur notre site internet [santepubliquefrance.fr](https://www.santepubliquefrance.fr)

Retrouvez également tous **nos dispositifs de prévention** aux adresses suivantes :

OnSEXprime pour les jeunes : <https://www.onsexprime.fr/>

QuestionSexualité pour le grand public : <https://www.questionsexualite.fr>

Sexosafe pour les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes : <https://www.sexosafe.fr>

Pour en savoir plus

- Bulletin national Surveillance du VIH et des IST bactériennes en France en 2023 : [lien](#)
- Bulletin régional de décembre 2024 avec les données 2023 en Martinique : [lien](#)
- Données épidémiologiques sur le VIH et le sida : [lien](#)
- Données épidémiologiques sur les IST : [lien](#)
- Données de vente d'autotests et de préservatifs masculins disponibles sur [Géodes](#) : sélectionner « Indicateurs » puis « par déterminant » puis « S » puis « Santé sexuelle ».
- Données de dépistage ou diagnostic disponibles sur [Géodes](#) : sélectionner « Indicateurs » puis « par pathologie » puis « C » puis « **Chlamydia trachomatis** » puis « G » puis « **Gonocoque** » ou puis « S » puis « **Syphilis** ».

Remerciements

Santé publique France Antilles tient à remercier :

- le COREVIH Martinique ;
- l'ARS de Martinique ;
- les biologistes participant à l'enquête LaboVIH et aux DO VIH et sida ;
- les cliniciens et TEC (technicien(ne) d'études cliniques) participant aux DO VIH et sida ;
- les CeGIDD participant à la surveillance SurCeGIDD ;
- la CNAM pour les données concernant VIHTest et Mon Test IST ;
- la Ligue contre le cancer Comité Martinique
- les équipes de Santé publique France participant à l'élaboration de ce bulletin : l'unité VIH-hépatites B/C-IST de la direction des maladies infectieuses (DMI), l'unité santé sexuelle de la direction de la prévention et de la promotion de la santé (DPPS), la direction appui, traitement et analyses des données (DATA), la direction des systèmes d'information (DSI) et les cellules régionales de la direction des régions (DiRe) ;
- l'ensemble des partenaires du COREVIH.

Comité de rédaction

Equipe de rédaction :

Marc Ruello, Céline Gentil-Sergent, Frédérique Dorléans, Mathilde Melin, Jacques Rosine

Et avec l'appui du Groupe d'échange de pratiques professionnelles (GEPP) sur le VIH et les IST

Pour nous citer : Bulletin thématique « Semaine de la santé sexuelle ». Édition Martinique. Saint-Maurice : Santé publique France, 24p, 2025.

Directrice de publication : Caroline SEMAILLE

Dépôt légal : 03/06/2025

Contact : antilles@santepubliquefrance.fr